



Demi-finale de la CAN 2019/Algérie-Nigeria à 20h

Les Verts lorgnent la finale

Page 23

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4830 - Dimanche 14 juillet 2019 - Prix : 10 DA

Le village Sahel (Bouzeguène) met les bouchées doubles

Tout pour accueillir le festival «Raconte-Arts»

Page 24

Les résultats du Bac le 20 juillet

Angoisse et prières avant la date fatidique

Page 3

La parole forcément obscure de Jerome Powell

Par Mohamed Habili

Pour l'heure aux Etats-Unis, il n'est rien qui se fasse ou qui se dise qui ne soit par un biais ou par un autre mis en rapport avec la prochaine élection présidentielle, qui pourtant n'est pas pour demain. Même les affaires basement criminelles, comme celle qui fait aujourd'hui l'actualité - celle du milliardaire Jeffrey Epstein, ami des puissants et néanmoins grand délinquant sexuel - et qui vient de contraindre à la démission le secrétaire du Travail, Alex Acosta, n'échappent pas à l'extrême polarisation qui depuis la présidentielle de 2016 caractérise la vie politique américaine. Autre exemple, mais il est vrai d'un tout autre registre : la Coupe du monde féminine de football remportée pour la deuxième fois consécutive par les Américaines. Elle ne l'était pas encore que la star de l'équipe, la très franche Megan Rapinoe, annonçait déjà qu'elle ne se rendrait pas à la Maison-Blanche en cas de victoire, bien sûr pour ne pas avoir à se trouver en présence de Donald Trump. Et les journaux anti-Trump de publier aussitôt en bonne place les photos des footballeuses, dont Rapinoe, en présence de Barack Obama lors de leur réception à la Maison-Blanche suite à leur triomphe d'avant. Si les choses les plus neutres, ou les plus innocentes, sont exploitées politiquement, on imagine combien le sont ou risquent de l'être celles qui touchent au nerf de la guerre, à l'argent.

Suite en page 3

Indécision sur le financement non conventionnel

La planche à billets est gelée, pas enterrée



Ph/E. Soraya/J. A.



«Le financement non conventionnel a été gelé pour l'exercice en cours (2019), mais il reste un levier important mais non exclusif de financement pour le Trésor jusqu'à 2022», a déclaré Mohamed Loukal, ministre des Finances. Lire page 2

Facteur de stress quotidien

Les embouteillages empoisonnent la vie des citoyens

Page 3

Galerie Baya du Palais de la culture

Des artistes japonais exposent à Alger

Page 13

Indécision sur le financement non conventionnel

La planche à billets est gelée, pas enterrée

■ «Le financement non conventionnel a été gelé pour l'exercice en cours (2019), mais il reste un levier important mais non exclusif de financement pour le Trésor jusqu'à 2022», a déclaré Mohamed Loukal, ministre des Finances.

Par Lynda Naili

Bien qu'annoncé comme étant un instrument «gelé», tout porte à croire que la fin de la planche à billets n'est pas aussi irrévocable que le laissent entendre les propos de différents membres du gouvernement sur cette question. Et pour cause, dans un entretien accordé à l'APS, Mohamed Loukal, ministre des Finances, confirme certes «le gel» du recours au financement non conventionnel, décidé par le gouvernement Ahmed Ouyahia fin 2017 pour pallier les rétrécissements des liquidités bancaires, conséquence de la chute des cours du pétrole. Mais dans ses propos, Loukal dit que le gel en question est décidé pour 2019 et que la planche à billets restera un instrument de financement valable jusqu'à 2022. «Le financement non conventionnel a été gelé pour l'exercice en cours (2019), mais il reste un levier important, mais non exclusif de financement pour le Trésor jusqu'à 2022», a-t-il déclaré. Laisant ainsi comprendre que d'ici cette échéance il n'est pas exclu de «dégeler» ce mécanisme pour les mêmes raisons qu'il a été décidé de l'utiliser ou pour toute autre cause similaire, surtout lorsqu'on connaît l'incertitude de la rente pétrolière, moteur exclusif de la croissance et du développement économiques.

Ainsi, dans cet entretien, Loukal, après avoir rappelé la décision de «suspendre temporairement» le recours à ce mode de financement, communément appelé «planche à billets», pris lors d'une réunion du gouvernement, tenue le 26 juin dernier, est longuement revenu sur les mécanismes et objectifs du recours à ce mode de financement, lequel a été rendu possible grâce à un amendement de la loi sur la monnaie et le crédit, autorisant le Trésor public à s'endetter directement auprès de la Banque d'Algérie (BA). Le financement non conventionnel était programmé pour une période transitoire de cinq ans (2017-2022) qui devait voir la concrétisation de réformes structurelles importantes. «Le gouvernement a décidé de satisfaire les besoins de financement de l'exercice 2019 sans recourir, de nouveau, au financement non conventionnel qui restera figé à son niveau



Photo: Soraya J.A.

de janvier 2019, soit à 6 553,2 milliards (mds) de DA», a précisé le ministre des Finances, et ancien Gouverneur de la BA. S'agissant de la prise en charge des besoins de financement au titre de l'année en cours, le ministre a expliqué qu'elle sera assurée par des «sources alternatives», disponibles sur le marché, avec une politique budgétaire basée sur une rationalisation soutenue des importations. A ce propos, il indiquera que sur les 6 553,2 mds DA mobilisés dans le cadre du financement non conventionnel, appelé communément «planche à billets», environ 5 500 mds de DA ont été injectés dans l'économie. «Il reste donc 1 000 mds de DA environ, mobilisés depuis le 18 janvier 2019, qui sont destinés à financer une partie du déficit du Trésor de l'exercice en cours», a-t-il souligné. La crise financière sévère, induite par un déclin drastique des prix pétroliers, s'était traduite par l'épuisement du Fonds de régulation des recettes (FRR), en février 2017, et l'enregistrement de 1 400 mds de DA d'arriérés de paiement à fin 2017. Le déficit du Trésor avait atteint 1 590,28 mds de DA à la fin 2017 (8,5% du PIB). En dépit de cette situation financière fragile, l'année 2017 a été marquée par le retour à l'expansion budgétaire due à la relance de la réalisation de projets socio-économiques dans les secteurs de l'Education, la Santé et des Ressources en Eau. «Cette situa-

tion s'est traduite par des tensions accrues sur la trésorerie de l'Etat, faisant naître un besoin de financement conséquent, alors que le budget avait utilisé tous les instruments dont il pouvait disposer», a-t-il rappelé pour justifier le recours au financement non conventionnel en 2017. La poursuite de l'expansion budgétaire et la prise en charge du déficit de la Caisse nationale des retraites (CNR) a aggravé le déficit du Trésor en 2018, lequel a atteint 1 952,57 mds de DA (9,6% du PIB), dont 900 mds de DA ont été couverts par le recours au financement non conventionnel. Avec les 570 mds de DA mobilisés en 2017, la couverture du déficit du Trésor par le biais de ce financement avait atteint 1 470 mds de DA à fin 2018, a relevé encore le ministre.

Recourir à l'endettement extérieur n'est pas une priorité

Par ailleurs, la même incertitude en ressortira sur la question du recours à l'endettement extérieur pour le financement des programmes de développement inscrits au titre de l'exercice 2019, maintenant que la planche à billets est gelée. En effet, affirmant que cette possibilité n'est pas une priorité pour l'Algérie, Mohamed Loukal affirmera qu'elle pourrait être envisagée pour financer des projets structurants et rentables. Et ces termes, il dira que «le recours au financement extérieur ne constitue pas, à l'heure actuelle, une option prioritaire, mais il pourrait être envisagé pour assurer, de manière ciblée, le financement de projets structurants et rentables». Pour lui, une éventuelle mobilisation de financements extérieurs devra,

en outre, «se soumettre à des dispositions particulières en termes de délais, dans le cadre de crédits assortis de conditions avantageuses et ciblées». Invité à répondre à certains analystes qui redoutent un recours imminent de l'Algérie au FMI (Fonds monétaire international) pour faire face à ses obligations budgétaires, le ministre a catégoriquement écarté une telle démarche. «L'Algérie n'est pas sous la menace du FMI. Nous avons des réserves de change assez confortables, un endettement externe ne dépassant pas 1% du PIB et des sources alternatives qui nous permettent de continuer à assurer les dépenses de l'Etat sans aggraver le recours au financement non conventionnel», a-t-il soutenu. «Notre marge de manœuvre (en matière de possibilités de financement) reste préservée», a-t-il rassuré. L. N.

L'Etat sauvegardera les entreprises des patrons incarcérés

RÉPONDANT à une question sur le devenir des sociétés et autres entreprises dont les patrons ont été incarcérés dont le cadre de l'opération judiciaire menée contre la corruption, Mohamed Loukal a déclaré : «Nous sommes en train de travailler au niveau du gouvernement pour dégager des solutions juridiques concernant ces entreprises et je peux vous assurer que l'outil de production et les postes d'emploi au niveau de ces entreprises seront sauvegardés coûte que coûte». Le gouvernement, qui ne pouvait pas rester passif à ce qui se passe sur la scène économique, a décidé de mettre en place un dispositif de sauvegarde pour prévenir les éventuelles turbulences susceptibles d'impacter l'emploi, la production et le climat des affaires en général en Algérie, a-t-il ajouté. En outre, rappelant que les entreprises constituaient les principaux agents économiques créateurs de richesse, Loukal a souligné que la poursuite de leur fonctionnement et de celui des projets industriels, confrontés à des mesures conservatoires dans le cadre de procédures judiciaires, était «au centre des préoccupations du gouvernement». Le dispositif de sauvegarde est supervisé par un Comité intersectoriel ad hoc, placé auprès du ministère des Finances. Il est composé des membres du gouvernement et du gouverneur de la Banque d'Algérie, a-t-il rappelé, sans pour autant avancer plus de détails sur la nature des mesures qui seraient prises dans ce cadre. L. N.

Le ministre du Tourisme

La modernisation des infrastructures hôtelières est à un stade «très avancé»

L'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, a assuré, hier à partir de Boumerdès, que l'opération de réhabilitation et modernisation des infrastructures hôtelières publiques à travers le pays «est actuellement à un stade très avancé». «L'opération de réhabilitation et modernisation des infrastructures hôtelières publiques est quasi achevée et enregistré

un taux de réalisation très avancé», a indiqué Abdelkader Benmessaoud dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite de travail à Boumerdès. «Le facteur formation est essentiel dans le développement et la promotion des prestations touristiques à travers le pays», a-t-il insisté à ce sujet, lors de son inspection de l'Institut national spécialisé de formation professionnelle en hôtellerie, tourisme et

métiers de l'artisanat d'El Kerma, à Boumerdès. Il a rappelé l'approbation, en 2018, d'une convention signée entre son département ministériel et le ministère de la Formation professionnelle portant, a-t-il dit, «sur l'engagement de l'Institut d'El Kerma à la formation externe et interne des employés des établissements hôteliers et touristiques publics et privés». La wilaya de Boumerdès dispose de res-

sources touristiques naturelles (forêts, plages, environnement) augurant d'un «avenir touristique des plus prometteurs», a estimé par ailleurs, le ministre. «Le crédit bancaire est impératif et inévitable pour le développement du secteur» a déclaré sur un autre plan M. Benmessaoud, soulignant le rôle d'«accompagnateur et de facilitateur» assuré par son département aux investisseurs du domaine. **Mahi L.**

Les résultats du Bac le 20 juillet

Angoisse et prières avant la date fatidique

■ Les résultats du baccalauréat seront connus le 20 juillet et le stress commence à se faire sentir. Plus que quelques jours et c'est la fin du suspense pour plus de 674 000 lycéens.

Par Meriem Benchaouia

Une délivrance après plus d'un mois d'attente et d'angoisse à espérer être parmi les lauréats cuvée 2019. Dans une déclaration, le ministre de l'Éducation, Abdelhakim Belabed, a affirmé que «les résultats seront annoncés comme prévu le 20 juillet». Les examens de cette année n'ont été entachés d'aucune fuite de sujets, contrairement aux dernières années où ces fuites étaient devenues un véritable fléau qui menaçait la crédibilité du Bac algérien. Une attente longue, épuisante pour les nerfs des futurs bacheliers et pour leur entourage. Effectivement, ce sont parfois les parents qui sont les plus inquiets. Car bien que le Bac apparaisse aujourd'hui comme un examen «dévalorisé», ils craignent que leur progéniture n'obtienne pas ce sésame face à un marché de l'emploi difficile. «On ne sait même pas si vraiment les résultats seront affichés à la date promise. Du coup, on est plus stressé que nos enfants. Eux, ils ont eu quelques jours de répit où ils se sont vidés l'esprit. Nous, on n'a pas arrêté d'angoisser. Durant toute l'année, pendant les jours d'examen et maintenant à attendre les résultats», témoigne la maman de Salim. «J'ai l'impression que c'est ma mère qui a passé le Bac tellement elle stresse !», raconte Salim. «Depuis quelques jours, le stress est réapparu. C'est injuste de nous laisser poirotter pendant plus d'un mois», a-t-elle déplorée, et d'ajouter : «Je ne sors plus, je ne mange plus. Je vivote, je passe mon temps sur le Net à la recherche d'informations



PH.D. R.

concernant le Bac». «Maintenant, il faut patienter, il y a l'angoisse de l'attente, mais il y a aussi la crainte quant au taux de réussite», nous a expliqué Lyes. Si pour certains candidats on attend les résultats avec beaucoup de sérénité, pour d'autres c'est avec beaucoup d'appréhension. «Je suis serein car je sais que je vais réussir. En attendant les résultats, je consacre une partie de mon temps au sport. Le reste du temps je me diverte», a confié Amel, candidate en Lettres. «Je sais que j'ai donné le meilleur de moi-même pendant les épreuves. Mais je suis un peu stressée à l'approche des délibérations. Mais j'ai foi que c'est un stress positif,

je retiens donc mon souffle. Afin de faire le vide j'aide ma mère dans ses activités et je prie beaucoup. C'est la deuxième fois que je passe le Bac... vous comprenez donc mon stress !», a déclaré Leila. «Je n'en peux plus, vivement le jour de l'affichage !», a-t-elle avoué. Et d'ajouter : «Je stresse un max, je ne dors plus au fur et à mesure que le jour "J" approche». Certains candidats estiment qu'il ne sert à rien de stresser, les dés sont déjà jetés. «Sincèrement, le plus dur est passé et ce n'est pas maintenant que je vais malmenner mes nerfs et pour rien», a affirmé Mehdi. Même discours pour Samia : «Oui j'ai peur, mais pas au point de me rendre malade. Advienne

que pourra !». Pour nombre de lycéens, le véritable calvaire a débuté avec les corrections des épreuves qui ont donné le coup d'envoi à une boule à l'estomac, point commun à tous les candidats. Pour rappel, le nombre de bacheliers scientifiques était inappréciable l'année dernière. C'est bien la filière de mathématique qui a remporté la palme, suivie de la filière des scientifiques avec un taux de 59,06%, des langues étrangères avec 56,06%, tandis que les séries de littérature, la philosophie et gestion et économie ont enregistré un faible taux de réussite.

M. B.

Facteur de stress quotidien

Les embouteillages empoisonnent la vie des citoyens

Alger et dans les autres grandes villes du pays, les embouteillages ont pris des proportions alarmantes depuis le début de la saison estivale. En effet, en voiture ou en bus, durant les heures de pointe ou aux autres moments de la journée, la capitale est bloquée. De l'avis commun des citoyens et automobilistes, ces interminables bouchons leur empoisonnent la vie. Sortir à Alger rime avec le calvaire des embouteillages monstres sur les différents axes routiers et surtout au niveau de la capitale où la circulation perdure depuis longtemps. On ne parlera jamais assez des déboires que subissent les citoyens quotidiennement, les automobilistes algérois et les transporteurs en commun, pour parvenir à destination en temps raisonnable. De nombreux bouchons routiers, notamment

durant les heures de pointe, moments qui ne sont d'ailleurs guère différents des autres, bloquent la circulation. Et depuis le début de la saison estivale, et les températures enregistrées ces derniers temps où le thermomètre a atteint les 42 degrés, c'est le rush vers les plages. Ce rush donne alors lieu à un bouchon monstre sur les routes des wilayas côtières, notamment Alger. Ces bouchons vont encore se poursuivre jusqu'à la fin des vacances. Les voitures en file avancent à petits pas et la queue est longue à n'importe quelle heure. C'est pratiquement le même décor chaque jour depuis le début de l'été. Les routes menant vers les plages sont prises d'assaut par des centaines de véhicules qui se garent dans des lieux interdits au stationnement. Les embouteillages sur ces axes routiers sont inter-

minables et la circulation automobile devient souvent «compliquée». Ni les éléments de la Gendarmerie nationale ni ceux de la police présents «en force» n'ont pu remédier à la situation. Il se trouve qu'ils sont complètement dépassés par le nombre «impressionnant» de véhicules qui circulent. En effet, les moyens de transport sont encore plus sollicités par la population. Pour ceux qui n'ont pas la chance de posséder un véhicule, ils devront emprunter automatiquement un bus. C'est le cas de plusieurs citoyens, dont Halim rencontré à la station de bus de Tafourah, qui s'apprêtait à aller à Bab El oued pour se baigner à El Kettani. «Les embouteillages sont un calvaire. C'est très dur», clame-t-il. «Pour un trajet de 15 minutes maximum, je vais passer plus d'une demi-heure pour arriver à El Kettani. Pour aller jusqu'à

Staoûli, je devrais subir plus de trois heures de route si ce n'est pas plus». Une mère de famille, travaillant à Alger-Centre et habitant Zéralda, doit chaque jour subir plus de trois heures de route pour rentrer chez elle et aller travailler. «Je quitte le bureau à 15 heures, mais je peux faire plus de deux ou trois heures sur la route. Vraiment, c'est une situation anormale. C'est le même calvaire durant toute l'année et c'est pire durant l'été», dira-t-elle. Toujours au niveau de la même station, en quête d'un bus, pour rentrer chez lui à Ain Benian, Ali dira : «Ce n'est pas facile de se déplacer en ce moment, surtout nous qui sommes âgés. Nous restons debout tout le long du trajet, durant plus de deux heures», ajoutant : «Nous prions pour que cette situation s'améliore».

Thinhinene Khouchi

LA QUESTION DU JOUR

La parole forcément obscure de Jerome Powell

Suite de la page une

Il y a moins d'une semaine, Jerome Powell, le président de la Fed, était entendu par la commission financière du Congrès sur des sujets aussi importants que la politique monétaire et l'état de l'économie. Tous les marchés internationaux, et donc tout ce que la planète compte de spéculateurs, étaient suspendus à ses lèvres. Ce qu'il allait dire, ou même seulement suggérer (de même que la Pythie de Delphes n'affirme ni ne nie rien, mais suggère, et cela est déjà très instructif venant directement d'elle), pouvait précipiter les Bourses soit à la hausse soit à la baisse. Cette fois-ci, ce fut à la hausse, preuve que Powell a tout de même tenu compte de la menace réitérée de Trump de le dégommer s'il persistait dans sa politique, combien modérée, de hausse des taux d'intérêt. C'est du moins ainsi que l'ont compris les marchés. Car lui-même n'a fait que laisser entendre qu'une augmentation des taux, compte tenu de quelques signes de faiblesse de l'économie, non pas américaine d'ailleurs, car elle-même se porterait comme un charme, mais de l'économie mondiale, ne serait peut-être pas nécessaire. Dans le climat délétère qui règne aujourd'hui aux Etats-Unis, s'il avait suggéré le contraire, et qu'en conséquence les marchés s'étaient effondrés, attendu qu'il ne leur en faut pas beaucoup pour envisager sérieusement le pire, la Maison-Blanche ne l'aurait pas toléré. Elle ne serait probablement pas restée les bras croisés à contempler le désastre. Elle y aurait vu la preuve que son président Jerome Powell travaille effectivement en collusion avec les démocrates pour la non-réélection de Trump en novembre de l'année prochaine. Jerome Powell a été nommé par Trump, qui aurait pu très bien reconduire celle qui le précédait au poste, Janet Yellen, dans l'idée qu'il ne mènerait pas la politique de hausse d'intérêt sur laquelle un consensus s'était alors établi parmi les dirigeants de la Fed, et dans le milieu des économistes. A l'approche d'une présidentielle, ce qui à vrai dire n'est pas encore tout à fait le cas, la politique de la Fed en matière des taux est interprétée inévitablement comme un vote du préteur en dernière instance en faveur ou en défaveur du président en quête de réélection.

M. H.

Abdelaziz Rahabi au sujet du règlement de la crise

Le dialogue est la voie la «moins coûteuse» et la «moins longue»

■ L'ancien ministre de la Communication (1998-1999), Abdelaziz Rahabi, a affirmé hier que le dialogue est la voie la "moins coûteuse" et la "moins longue" pour régler la crise politique en Algérie, soulignant que seules les élections peuvent donner de l'expression réelle de la volonté populaire.

Par Siham B.



«Le dialogue reste la voie la moins coûteuse et la moins longue pour régler une crise de nature de celle que nous vivons aujourd'hui», a-t-il dit dans une interview à Radio France internationale (RFI), estimant qu'il est temps de mettre en place les mesures arrêtées par le Forum national du dialogue pour aller à l'élection présidentielle. Pour le coordinateur de l'instance de gestion du forum, «seules les élections peuvent donner de l'expression réelle de la volonté populaire. Ce n'est pas un accord politique qui va refléter la volonté des Algériens», soulignant que le pays se trouve dans «un vide constitutionnel qui s'aggrave et l'impasse politique devient chaque jour plus grande». «Nous avons convenu de sortir avec une plateforme qui pose les mesures

de confiance et d'apaisement que le gouvernement doit prendre avant d'aller au dialogue et qui propose également une instance qui organiserait les élections, (révise) le fichier électoral, (gère) les élections et leur contrôle et la proclamation des résultats par cette instance qui se substituerait, dans ce cas précis, au Conseil constitutionnel qui a perdu toute forme de crédibilité», a-t-il expliqué. Cependant, estime-t-il, l'élection présidentielle ne se réalisera pas à toutes les conditions. «Il faut qu'il y ait une ambiance, un environnement favorable et il faut que les Algériens soient convaincus que leurs voix ne seront pas volées. Il faut que les Algériens soient convaincus de la transparence, de la régularité du scrutin, et ça n'est pas encore acquis», a-t-il soutenu. Appelé à citer les

mesures de confiance, Abdelaziz Rahabi a évoqué, entre autres, «la libération de l'audiovisuel public», «la levée des entraves faites à l'exercice de la politique par les partis», «l'arrêt des poursuites pour des délits d'opinion». Il a considéré qu'il y a des gestes «très forts» qui sont faits dans la lutte contre la corruption, mais il reste, a-t-il observé, que la «véritable» lutte contre la corruption «se fera quand le système de gouvernement changera». L'ancien porte-parole du gouvernement pense, toutefois, que dans les conditions actuelles, les Algériens «n'iront pas voter». Pour lui, ils sont devenus «plus vigilants, plus exigeants et il est difficile d'établir aujourd'hui la confiance rompue entre le pouvoir et les citoyens». Mais il ne perd pas espoir en estimant que tout le monde «y travaille» dans

ce sens et se disant «conscient» qu'il y a une «volonté partagée» aussi bien dans le discours politique officiel que dans celui de l'opposition d'«aller vers une solution politique et de retourner vers le processus électoral». En ce qui concerne la plateforme issue du Forum national du dialogue, Abdelaziz Rahabi a indiqué que des résistances existent «surtout dans les administrations». «Elles sont réticentes aux changements parce qu'il y a des situations de rente, des intérêts qui sont touchés par cette dynamique de changement», a-t-il expliqué, soutenant que le hirak «a créé chez nous une sorte de demande très forte de transparence», notant entre autres que les slogans, qui reviennent le plus souvent lors des marches, concernent la corruption. «Les Algériens veulent contrôler les

richesses nationales et ils savent qu'ils ne peuvent contrôler ces richesses que dans un système démocratique, avec une justice indépendante et une volonté politique de refaire», a-t-il ajouté, soulignant que «la volonté politique a toujours manqué dans la lutte contre la corruption». A propos des jeunes ayant participé au forum, il a reconnu qu'il a été «très agréablement» surpris par leur niveau de maturité et leur niveau de conscience politique. «C'est impressionnant. Leurs demandes sont essentiellement politiques, claires, bien structurées, bien formulées. Ils envoient un message très clair aussi bien à l'opposition qu'au pouvoir : "La transition est dans nos têtes, nous savons ce que nous voulons, et nous sommes en mesure de gérer cette période"», a-t-il expliqué. S. B./APS

M'sila

Une entreprise publique pour l'exploitation du sable des oueds

Une entreprise publique chargée de l'exploitation du sable des oueds localisée au sud de la wilaya de M'sila sera «prochainement» créée, a-t-on appris hier auprès des services de la wilaya. La décision intervient suite à la

gestion anarchique des stations «d'extraction du sable des oueds constatée» et qui a engendré des atteintes à l'environnement, dus au non-respect des cahiers des charges régulant ce genre d'activités, ont précisé les mêmes ser-

vices, expliquant que le champ d'action de cette entreprise s'étendra sur les communes qui connaissent une disponibilité du sable des oueds, Boussaâda, Tamsa, Maârif et Khobana, notamment. La création de cette entreprise sur délibération de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) vise notamment à préserver l'environnement à travers une exploitation rationnelle des gisements du sable des oueds, à créer des postes d'emploi au profit des populations rive-

raines aux sablières et à augmenter les recettes municipales par le biais de recouvrement de l'impôt sur l'exploitation de cette matière, a-t-on encore détaillé. Au cours des ces derniers mois, douze décisions d'annulation des permis d'exploitation des sablières localisées dans les communes de Boussaâda, Tamsa, Maârif et Khobana, notamment pour violation des clauses des cahiers des charges, a-t-on conclu de même source. O. N.

— Compétition internationale pour les autorités postales —

La philatélie algérienne remporte la médaille de bronze

La philatélie algérienne a remporté, pour la 1re fois de son histoire, la médaille de bronze du palmarès de la 16e classe de compétition internationale pour les autorités postales émettrices des pays membres de l'Union postale universelle (UPU) et leurs territoires, indique hier un communiqué du ministère de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique. «Cette distinction attribuée à l'Algérie, qui fait partie du groupe B, représentant les pays émettant entre 30 et 69 timbre-poste par an, récompense la qualité et le professionnalisme des émissions philatéliques algériennes», précise la même source. La participation de l'Algérie à cette compétition, organisée par le Bureau internatio-

nal de cette institution, à l'occasion de l'exposition philatélique internationale, a mis en exergue l'«ensemble des émissions philatéliques émises pendant les trois années 2016, 2017 et 2018», note la même source, ajoutant que «les points forts de cette distinction portent sur les messages nationaux et internationaux que le timbre-poste algérien transmet à travers chaque émission philatélique, le design du timbre reflétant la culture algérienne dans sa diversité et sa richesse, ainsi que la bonne qualité des timbre-poste». Ce prix sera décerné lors de la séance plénière du Conseil d'exploitation postale à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la poste, prévue le 9 octobre 2019. M. K.

Durant les dernières 48 heures Cinq morts par noyade

Cinq personnes sont décédées par noyade (2 en mer et 3 dans des réserves d'eau) durant les dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, selon un bilan de la Protection civile rendu public hier. Il s'agit d'une personne âgée de 26 ans, décédée noyée au niveau de Réghaïa marine, une plage autorisée à la baignade de la wilaya d'Alger

et une autre, âgée de 25 ans, au niveau de la plage de Boulimat, une zone rocheuse interdite à la baignade dans la wilaya de Béjaïa. Les éléments de la Protection civile sont intervenus également pour le repêchage d'une personne, âgée de 29 ans, décédée noyée dans un barrage d'eau situé au lieudit Douar El Ghaba, dans la commune de Hassi Mefsoukh à Oran, précise la même source. Mahi Y.

Pétrole

Le panier de l'Opep s'élève à plus de 67 dollars le baril

■ Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), s'est élevé jeudi à 67,57 dollars le baril, contre 66,10 dollars, la veille, a indiqué vendredi l'Organisation pétrolière sur son site web.

Par Mahi O.

Vendredi, les prix du pétrole ont terminé en petite hausse à la fin d'une semaine marquée par des tensions géopolitiques autour de l'Iran, l'arrivée d'une tempête perturbant la production aux Etats-Unis et les craintes persistantes sur la demande en brut. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre s'est apprécié de 20 cents, ou 0,3%, pour terminer à 66,72 dollars à Londres. A New York, le baril américain de WTI pour livraison en août a grappillé 1 cent pour finir à 60,21 dollars. Sur la semaine, le Brent a gagné 3,9% et le WTI 4,7%. «Les étoiles se sont alignées pour faire grimper les prix cette semaine», a observé un analyste. D'un point de vue macroéconomique, les indices de Wall Street ont atteint de nouveaux records alors que le président de la Banque centrale américaine a laissé la porte ouverte à d'imminentes baisses des taux



de brut aux Etats-Unis alors que les raffineries fonctionnent à leur cadence la plus élevée depuis le début de l'année. Et d'un point de vue géopolitique, la situation reste tendue autour de l'Iran suite à l'arraisonnement la semaine dernière au large de Gibraltar d'un pétrolier iranien soupçonné de faire route vers la Syrie. Londres a accusé des bateaux iraniens d'avoir tenté en représailles, mercredi soir, de bloquer un pétrolier britannique dans le détroit d'Ormuz. La somme de ces événements alimente les craintes sur le niveau de l'offre, alors que depuis plusieurs mois c'est plutôt celui de la demande qui posait question. Dans son rapport mensuel publié jeudi, l'Opep a ainsi prévu une demande en baisse pour son pétrole brut en 2020. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a de son côté estimé vendredi dans son propre rapport mensuel que le rééquilibrage entre l'offre et la

d'intérêt. De quoi entraîner dans leur sillage les autres actifs jugés risqués comme le pétrole. D'un point de vue fondamental, les producteurs américains ont suspendu environ 58% de la production de brut dans le Golfe du Mexique, l'équivalent d'environ 1,1 million de barils par jour

(mbj), avec la fermeture de plusieurs centaines de plateformes à l'approche de la tempête tropicale Barry, selon un décompte de l'agence américaine BSEE vendredi. Parallèlement, les autorités américaines ont, dans un rapport hebdomadaire, fait état mercredi d'une chute hebdomadaire de

demande de pétrole ralentissait. L'AIE a notamment révisé à la baisse son estimation de la croissance de la demande mondiale au deuxième trimestre 2019. Cette situation a plusieurs causes, selon l'AIE : la demande a ralenti en Europe, la croissance a fondu en Inde en avril et mai, et la demande de carburants est en baisse aux Etats-Unis par rapport à l'année dernière. Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée équatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).

M. O. / APS

Afrique

La croissance économique dans la zone Uemoa s'est maintenue à 6,6% en 2018

La croissance économique au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa - huit pays) s'est maintenue à 6,6% en 2018, ont annoncé vendredi à Abidjan ses dirigeants. «La croissance s'est établie à 6,6% en 2018, le même niveau qu'en 2017», a déclaré le président ivoirien Alassane Ouattara, à l'ouverture d'un sommet des chefs d'Etat de

l'Uemoa. «Cette résilience résulte de la bonne qualité des politiques conduites par les gouvernements et nos Etats», a poursuivi M. Ouattara, évoquant des «perspectives favorables pour les années à venir». Le président ivoirien a invité ses pairs à mettre «un accent particulier sur la mobilisation des ressources intérieures nécessaires à l'accroissement des dépenses prio-

ritaires». Il a aussi noté des «avances significatives dans le processus d'intégration de l'union, notamment le domaine du renforcement des infrastructures et de l'approfondissement du marché commun». Hormis la Guinée-Bissau représentée par son Premier ministre (Aristides Gomez), les présidents des autres pays membres de l'Uemoa, Côte d'Ivoire (Alassane

Ouattara), Burkina Faso (Roch Marc Christian Kaboré), Bénin (Patrice Talon), Sénégal (Macky Sall), Mali (Ibrahim Boubacar Keïta), Togo (Faure Gnassingbé) et Niger (Mahamadou Issoufou), étaient présents à ce sommet d'une journée. La population globale de l'Uemoa avoisine les 90 millions d'habitants qui ont en partage le franc CFA comme monnaie. Salem K.

Changes

Dixième semaine d'affilée de baisse pour la livre sterling face à l'euro

La livre britannique a connu sa dixième baisse hebdomadaire d'affilée face à l'euro, une première depuis la création de la monnaie unique. A 21h00 GMT, la livre sterling a clôturé à 0,8965 pence pour un euro, soit une baisse de 0,02% depuis la clôture du 5 juillet. Depuis le début de

sa dégringolade il y a deux mois, la devise britannique a perdu environ 5,4% face à la monnaie unique, pénalisée par le désordre autour du Brexit. Ce scénario, considéré comme une catastrophe par les milieux économiques, devient une menace de plus en plus concrète à

mesure que Boris Johnson se rapproche du 10 Downing Street. L'actuel favori au poste de Premier ministre a été l'un des chefs de file de la campagne pour le Brexit en 2016 et il a promis à plusieurs reprises de sortir quoi qu'il arrive de l'Union européenne au plus tard le 31

octobre, date fixée désormais pour le départ après deux reports. La livre sterling a fait un peu mieux face à un dollar affaibli, en progressant de 0,41% sur la semaine. Mardi, elle était cependant tombée à 1,2440 dollar, un plus bas depuis avril 2017. A. E.

Noix de cajou

La Guinée-Bissau prévoit d'arriver à exporter plus de 200 000 tonnes

La Guinée-Bissau prévoit d'atteindre plus de 200 000 tonnes d'exportations de noix de cajou cette année, a annoncé la commission interministérielle de suivi de la campagne de noix de cajou-2019. Selon la commission, sur les 116 000 tonnes de noix de cajou déclarées, 70 000 ont déjà été exportées à partir du port de Bissau, alors que dans les magasins, il y a en stock «plus de deux cent

mille tonnes de noix de cajou». La campagne de commercialisation des noix de cajou, principal produit d'exportation de la Guinée-Bissau, quatrième producteur mondial, a commencé timidement en raison des incertitudes sur le marché interne. Cette année, la campagne a été ouverte le 30 mars 2019 sur tout le territoire national sur fond de controverse parce que l'Association des Importateurs

et Exportateurs de Guinée-Bissau exigeait la suppression des taxes et la réduction du prix de référence fixé à 500 francs. Le Fonds monétaire international (FMI) a recommandé, de son côté, à la Guinée-Bissau une campagne de noix de cajou transparente et compétitive, «assurant un prix de référence compatible avec celui du marché international». La Guinée-Bissau exporte ses noix de

cajou vers l'Inde, la Chine et le Vietnam, notamment. Au cours des deux dernières années, les exportations de noix de cajou en Guinée-Bissau n'ont pas dépassé 160 000 tonnes. En 2018, la Guinée-Bissau a exporté plus de 140 000 tonnes de noix de cajou, contre 164 000 tonnes en 2017, selon les données du ministère du Commerce.

Agences

L'Argentine Le pays dépasse les objectifs budgétaires convenus avec le FMI

L'ARGENTINE a dégagé au premier semestre 2019 un excédent primaire de 30,2 milliards de pesos (630 millions d'euros), bien au-dessus des 20 mds sur lesquels le pays s'était mis d'accord avec le Fonds monétaire international (FMI), a annoncé vendredi le ministre des Finances, Nicolas Dujovne. Cet excédent primaire (hors charge de la dette) pour la période allant de janvier à juin contraste avec le résultat du premier semestre de l'an dernier, lorsque le pays avait enregistré un déficit de 105 mds de pesos. M. Dujovne a affirmé que son gouvernement prévoyait en 2019 un déficit public à 0,3% du Produit intérieur brut (PIB), alors que l'objectif du gouvernement était jusqu'ici de parvenir à l'équilibre à la fin de cette année. Submergée par deux crises monétaires en 2018 qui ont fait perdre 50% de sa valeur à sa monnaie, l'Argentine avait appelé le FMI à la rescousse pour obtenir un prêt de plus de 57 milliards de dollars. Dans ses dernières prévisions de croissance mondiale publiées au printemps, le FMI avait indiqué tabler sur une contraction du PIB argentin de 1,2% cette année tout en attendant une reprise au second semestre. Pour 2020, il prévoit ainsi une croissance de 2,2%. R. E.

Ghardaïa

Plus de 235 000 quintaux de céréales engrangés

■ La quantité de céréales engrangées à ce jour dans la wilaya de Ghardaïa, au titre de l'actuelle campagne moisson-battage, a atteint 235 152 quintaux, toutes espèces confondues, a-t-on appris hier auprès de la direction des services agricoles.

Par Nabila T.

La production collectée est constituée de 221 903 quintaux de blé dur et 13 249 qx d'orge, a indiqué l'ingénieur chef, responsable des statistiques à la DSA, Khaled Djebrit. Cette moisson a été réalisée sur une superficie de 5 160 hectares des 6 914 hectares emblavés sous-pivot, a-t-il précisé, ajoutant que la superficie céréalière de la wilaya est circonscrite dans la wilaya déléguée d'El-Menea (sud de Ghardaïa) au riche potentiel hydrique. Une production de 229 308 qx de graminée engrangée (221 903 qx de blé dur et 7 405 qx d'orge) a été livrée à la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de Laghouat qui a mobilisé les moyens nécessaires pour la réussite de cette campagne de moisson qui s'achève à la fin du mois courant, selon le même

responsable. Le rendement moyen à l'hectare pour le blé dur et l'orge est respectivement de 50 qx et 40 qx, avec un pic de rendement de 70 qx à l'hectare dans un champ de blé à l'entrée nord d'El-Menea. La production céréalière prévisionnelle, au titre de cette campagne de moisson,



devrait atteindre pour la première fois dans la wilaya de Ghardaïa le chiffre record de 303 000 quintaux, selon le responsable des

statistiques à la DSA. Les estimations font état d'une répartition de la production entre les deux céréales principales à raison de

273 100 qx pour le blé dur et 29 900 qx d'orge, a-t-il fait savoir.

N. T.

Khenchela

40 millions de dinars pour l'aménagement urbain de la région de Belguitane à Ain Touila

Un montant de l'ordre de 40 millions de dinars a été alloué pour procéder à l'aménagement urbain de la région «Belguitane» dans la commune d'Ain Touila (Khenchela), a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Il s'agit de travaux de réhabilitation du réseau routier, du réseau des eaux pluviales,

l'aménagement des trottoirs et des espaces verts, ainsi que la réalisation de l'éclairage public qui seront lancés «prochainement» à travers plusieurs concentrations urbaines de cette région, a précisé la même source. Financé par la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, au titre de l'année

2019, le projet d'aménagement urbain de cette localité, visant l'amélioration des conditions de vie des habitants de la région de Belguitane, sera réceptionné au cours du mois de décembre, a souligné la même source. Cette même source a également ajouté que de nombreux projets de développement sont inscrits

dans cette région au cours de l'année 2019, entre autres, l'aménagement de la voie menant vers la salle de soins afin de faciliter le déplacement des patients, surtout en hiver, relevant que les travaux seront lancés dans quelques jours. A noté que la région de Belguitane a bénéficié, durant ces dernières années, de plusieurs financements dans le cadre de différents programmes pour entamer les travaux d'urbanisation de diverses concentrations urbaines, a-t-on indiqué.

Anissa H.

Mila

Lancement prochain des travaux de raccordement en gaz de groupements d'habitations

Les travaux de raccordement en gaz naturel de 11 groupements d'habitations secondaires relevant de six communes de la wilaya de Mila, seront lancés durant «le troisième trimestre de l'année en cours», a-t-on appris auprès du directeur local de l'énergie par intérim, Ben Slimane Mouled. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que cette opération représente la première tranche du programme consacré au raccordement en cette énergie de 53 groupements d'habita-

tions, répartis sur le territoire de la wilaya, ayant mobilisé un budget d'investissement puisé au titre de l'exercice 2019, de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales. Une enveloppe financière de plus de 226 millions DA a été allouée dans le cadre de cette opération pour l'alimentation en gaz naturel de pas moins de 1 845 foyers des 11 sites d'habitation, qui totalisent près de 10 000 âmes, selon le même responsable. Les mechtas de Khelouta dans la commune de Ben Yahia

Abderrahmane, de Boudjer et de Djelama dans la localité de Zeghaia, d'Ain Djemil, de Beni Seyar et de Zareza dans la commune d'Ahmed Rachedi, de Mechameche et de Semara (Oued Nedja), de Hammam Dar Echeikh, de Timeridjine, de Kerakta (Tiberguent) ainsi que celle d'Azziza dans la localité d'Ain Beida Harriche, sont les zones rurales qui vont bénéficier de ce projet, a-t-il dit. Les études relatives à la concrétisation de cette opération d'un délai de 18 mois, ont été finalisées, a affirmé

la même source, précisant que le lancement des travaux est prévu pour «septembre prochain», en attendant le parachèvement des procédures administratives et la désignation de l'entreprise de réalisation. La concrétisation de ce projet permettra de porter le taux de couverture en gaz naturel qui concerne actuellement 27 communes parmi les 32 localités de cette wilaya, à 66 %, selon les dernières statistiques établies par les services locaux de ce secteur.

F. H./APS

El Tarf

Hausse de la superficie dédiée à la culture de la pomme de terre

La superficie destinée à la culture de la pomme de terre est en hausse dans la wilaya d'El Tarf, au cours de la saison 2018/2019, passant à 367 ha contre 310 ha durant la saison précédente, a-t-on appris du directeur local des services agricoles (DSA). «Sur les 367 ha dédiés à ce tubercule, pas moins de 242 ha sont destinés à la production de semences de pomme de terre», a

précisé Kamel Eddine Benseghir, indiquant qu'une augmentation de 70 ha a été enregistrée cette année, comparativement à la saison précédente durant laquelle cette superficie était de l'ordre de 172 ha. Il a également souligné que la production de pomme de terre est estimée à 131 000 quintaux, dont 61 110 sont réservés pour la production des semences. Cette quantité permettra, a ajouté

le même responsable, d'en approvisionner la wilaya d'El Oued ainsi que d'autres wilayas limitrophes. La même source a aussi fait savoir qu'une quantité de 48 hectares de pomme de terre de semence a été endommagée suite à l'importante pluviométrie enregistrée dans la région d'El Tarf, et qui a été orientée à la consommation, au cours de l'actuelle campagne.

Souhila A.

M'sila

Renforcement du parc logements avec plus de 1 800 unités de différentes formules

Le parc de logement dans la wilaya de M'sila sera renforcé à la faveur d'un nouveau programme estimé à 1 838 unités de différentes formules, ont révélé les services de la wilaya. Ce programme inscrit au titre de l'année en cours comprend 738 logements de formule location-vente, 850 aides financières à l'habitat rural et 250 logements publics aidés (LPA), a-t-on précisé. «Un total

de 500 logements faisant partie de ce programme, totalisant 250 aides financières à l'habitat rural et 250 LPA sera réservé aux éléments de la garde communale», a-t-on expliqué de même source, rappelant que cette mesure s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie de cette catégorie de la population. La même source a indiqué que la wilaya de M'sila projette l'entame des

travaux de réalisation d'un programmes de 3 614 logements dont 1 312 habitations rurales rappelant que plus de 4 500 logements publics localisés (LPL) sont actuellement «en étude» au niveau des commissions de daïra afin d'arrêter prochainement les listes des bénéficiaires.

Agences

Bordj Bou Arreridj Attribution de 28 locaux commerciaux à de jeunes porteurs de projets

AU TOTAL, 28 locaux à usage commercial ont été attribués à de jeunes porteurs de projets entrepreneuriaux dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a indiqué le chef de cabinet du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Nasreddine Bouguerra. «Cette action s'inscrit dans le cadre de la décision du Premier ministre d'attribuer les locaux inexploités aux jeunes porteurs de projets», a déclaré le même cadre central en marge d'une visite de travail dans la wilaya, en compagnie des directeurs généraux de la Cnac, de l'Ansej et du directeur général adjoint de la Cnac. Le même responsable qui a rappelé la décision du ministère du Travail de porter de 1 à 1,5 % le pourcentage de postes de travail à réserver aux personnes handicapées, a inspecté les sièges de la direction de l'emploi, de la Cnac, de la Casnos, de l'Ansej et de la Cnac. Ce responsable a présidé également une réunion consacrée aux préoccupations des employés, avec les travailleurs du secteur au siège de la wilaya en présence des partenaires sociaux.

R. R.

Malgré la gravité des menaces de réchauffement

La Tunisie boude les financements climatiques

■ En Tunisie, la problématique des changements climatiques se pose avec de plus en plus d'acuité à chaque fois qu'un phénomène climatique inhabituel a lieu.



Par Monia Rihane

Les Tunisiens ont été, cet été, surpris de voir que la couleur de l'eau de mer avait viré au rouge au niveau de certaines côtes. Phénomène que les spécialistes ont expliqué par les températures élevées mais qui en dit long sur la défaillance en matière de lutte contre les changements climatiques, malgré les moyens et les politiques mobilisés à l'échelle internationale pour soutenir cette lutte. En Tunisie, la problématique des changements climatiques se pose avec de plus en plus d'acuité à chaque fois qu'un phénomène climatique inhabituel a lieu (pluies torrentielles en été, perturbations des saisons cultu-

rales, invasion du crabe bleu à Gabès et Zarzis...). Les changements climatiques entraînent, en effet, des conséquences désastreuses sur la santé dans plusieurs régions du monde, et ils sont à l'origine de nouvelles maladies et de la réapparition de plusieurs épidémies dont la grippe aviaire, la fièvre jaune, le choléra, la peste... En Tunisie, ces changements se sont manifestés par la couleur rouge des eaux de la mer à Kerkennah, la Goulette et Carthage. Ce phénomène intervient alors que la Tunisie figure parmi les premiers pays à ratifier la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en 1993 et le protocole de Kyoto et à parapher l'Accord de Paris. Les gouvernements successifs

ont ainsi mis en place une série de mesures visant à limiter les effets des changements climatiques dont la réduction de 41% des émissions de CO₂ à l'horizon 2030 et l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité à 14% en 2020 et à 30% en 2030. Toutefois, les ambitions affichées en la matière se heurtent souvent à l'indisponibilité des financements nécessaires pour assurer la transition énergétique, outre la faible conscience énergétique des Tunisiens mais aussi des décideurs, ce qui a poussé certaines organisations à tirer la sonnette d'alarme climatique. Selon des études élaborées par des associations environnementales, la Tunisie, contrairement au Maroc et à l'Egypte, n'a bénéficié

du soutien du Fonds vert pour le climat que deux fois en 2016 pour financer un projet de développement durable et ce, malgré l'existence d'une cellule de communication nationale dudit fonds. Ce faible soutien est expliqué par la faiblesse des projets environnementaux présentés par la partie tunisienne lors de la COP 21 et par la faible réactivité des autorités tunisiennes vis-à-vis d'organismes, tels que le Fonds vert pour le climat, le Fonds d'investissement climatique (FIC) et la Fondation allemande Friedrich-Ebert qui constituent des mécanismes de financement et de soutien aux projets relatifs à la lutte contre les changements climatiques.

Le Fonds vert pour le climat en quête d'opportunités de financement

Selon Chokri Mezghani, responsable au sein de la cellule de communication nationale du GCF, une délégation du Fonds visitera la Tunisie du 22 au 24 juillet 2019 pour étudier ses propositions et identifier les projets à financer par le Fonds dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques. Mezghani a évoqué deux projets approuvés par le Fonds vert dans le cadre des projets régionaux (dont la Tunisie) financés par le Fonds, le premier s'intéressant au secteur privé pour promouvoir les énergies durables d'un coût total de 1,4 milliard de dollars et le second portant sur les villes vertes et nécessitant des montants globaux estimés à 603,4 millions de dollars. Il a mis

en exergue l'importance de l'Instance nationale accréditée auprès du Fonds Vert pour le climat (GCF) en tant qu'outil de liaison entre les promoteurs de projets portant sur l'adaptation aux changements climatiques en Tunisie et ledit Fonds, rappelant que cette dernière a mené plusieurs consultations concernant le financement de tels projets dans plusieurs régions et l'établissement de programmes de coopération avec des spécialistes du financement, en plus de l'élaboration d'une stratégie d'inclusion du secteur privé. L'Instance s'est entretenue avec toutes les parties concernées dans toutes les régions afin de les sensibiliser aux interventions et missions du GCF et leur présenter les étapes d'obtention des financements ainsi que le soutien apporté aux promoteurs pour la formulation de leurs projets afin qu'ils répondent aux conditions exigées par le Fonds, selon Mezghani. L'Instance nationale accréditée auprès du GCF comprend des structures et des établissements publics, à l'instar des ministères des Affaires locales et de l'Environnement, de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche, de l'Energie et du Transport ainsi que les municipalités, outre les entreprises privées et la société civile. Lors du sommet de Paris sur le climat tenu en 2015, la Tunisie s'était engagée à réduire de 41% les émissions de CO₂ dont 28% grâce au soutien international dans ce domaine, à travers la mobilisation de financements auprès du Fonds vert.

M. Rihane/TAP

Libye

L'OIM et le HCR appellent à la libération des migrants détenus

Une semaine après une frappe qui a touché un centre de migrants à Tripoli, faisant plus de 50 morts, les organisations internationales appellent à la libération de tous les migrants détenus en Libye. Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés et l'Organisation internationale des migrations, environ 5 600 réfugiés et migrants sont actuellement retenus. Le centre de détention de Tajoura est désormais fermé. Mardi, les autorités libyennes ont ouvert les portes et les quelque 400 migrants, la plupart des Érythréens, des Soudanais, des Somaliens, sont partis à pied en direction d'un centre du Haut-Commissariat aux réfugiés. Selon un migrant contacté en Libye, ce centre, qui sert de point de rassemblement pour évacuer les migrants vers le Niger ou l'Italie en attendant de leur trouver un pays d'accueil,

héberge actuellement plus de 1 000 personnes. Il est totalement saturé.

Forte insécurité

Il manque des lits, de la nour-

riture, tout le monde veut partir, explique ce migrant : «*Nous voulons tous quitter la Libye et aller au Niger, il n'y a que la guerre ici. Cela tire en permanence. On ne se sent pas en sécurité. En ce moment même, on entend des*

tirs. Les gens ont peur oui, il n'y a aucune sécurité ici». Il existe une vingtaine de centres de détention en Libye. Pour le HCR et l'OIM, il faut éviter qu'une nouvelle tragédie comme celle du bombardement de Tajoura ne se

reproduise. Les deux agences de l'ONU demandent notamment que les migrants repêchés en mer Méditerranée ne soient plus débarqués en Libye, qui n'est plus une destination sûre.

Farid M./Agences

Mauritanie

Le blogueur condamné pour blasphème attend sa libération après un repentir public

En prison depuis plus de cinq ans, Mohamed Cheikh Ould Mohamed Mkhéïtir est maintenu en détention au-delà de sa peine. Condamné après la publication en 2013 d'un article jugé blasphématoire envers le prophète de l'islam, Mohamed Cheikh Ould Mohamed Mkhéïtir, 36 ans, s'est de nouveau repenti cette semaine. C'était la condition posée par des chefs religieux pour sa libération. «*Comme je l'avais annoncé au début de 2014 et comme je l'ai répété à*

toutes les occasions qui s'offraient à moi devant les tribunaux, je réaffirme ici mon repentir devant Allah, le Seigneur des Mondes», a déclaré Mohamed Cheikh Ould Mohamed Mkhéïtir, blogueur mauritanien.

Une longue attente

Cette pénitence publique a été exigée par une commission d'oulémas mise en place par le président mauritanien sortant Ould

Ben AbdelAziz. Il s'agit de «*préparer l'opinion nationale*» à la libération du blogueur, comme l'a expliqué à l'AFP un responsable mauritanien. En 2013, sa publication avait provoqué d'importantes manifestations dans le pays où on réclamait son exécution pour blasphème. Depuis, Mohamed Cheikh Ould Mohamed Mkhéïtir s'est repenti, il a échappé à une condamnation à mort, mais n'a toujours pas retrouvé la liberté. Il est en prison depuis janvier 2014.

RFI



Somalie

26 morts dans l'attaque d'un hôtel de Kismayo par des shebab

■ Au moins 26 personnes ont été tuées et 56 blessées dans l'attaque par les militants islamistes shebab d'un hôtel de la ville portuaire de Kismayo, dans le sud de la Somalie, au terme d'un siège qui a duré près de 12 heures et pris fin hier matin.



A. D. K.

Rosa C.

Parmi les victimes figurent plusieurs étrangers et une journaliste canado-somalienne dont la mort a provoqué une vive émotion. L'attaque a

commencé vendredi en fin d'après-midi, quand un véhicule piégé a explosé à l'entrée du Medina, un hôtel très fréquenté du centre de Kismayo, selon des sources sécuritaires. Des hommes armés ont ensuite pénétré dans le bâtiment, où ils ont affronté les forces de sécurité présentes. Les shebab, qui

ont revendiqué l'assaut, ont reproduit là un schéma qu'ils ont l'habitude d'utiliser dans la capitale Mogadiscio. «Vingt-six personnes ont été tuées dans l'attaque et 56 blessées. Parmi les tués, figurent des étrangers: trois Kényans, une Canadienne, un Britannique, deux Américains et trois Tanzaniens. Il y a aussi deux citoyens chinois blessés», a déclaré en conférence de presse Ahmed Madobe, président de la région semi-autonome du Jubaland. L'AFP a pu confirmer auprès de leur famille qu'au moins quatre de ces personnes avaient la double nationalité. Ce pourrait aussi être le cas des autres, hormis les deux Chinois. Le siège s'est terminé hier en début de matinée. «Les forces de sécurité ont maintenant le contrôle (de l'hôtel), le dernier terroriste a été tué», a déclaré à l'AFP un responsable local de la sécurité, Abdiweli Mohamed. «Nous pensons que quatre hommes armés étaient impliqués dans l'attaque», a-t-il précisé. Selon des témoins, l'hôtel a été

largement détruit par l'explosion et les éclats de balles. «Le bâtiment entier est en ruines, il y a des morts et des blessés qui ont été récupérés à l'intérieur, et les forces de sécurité ont bouclé toute la zone», a expliqué un témoin, Muna Abdirahman. Selon plusieurs sources locales, l'hôtel abritait surtout des hommes d'affaires et des hommes politiques qui étaient en ville pour la préparation de l'élection du président du Jubaland, prévue fin août. Un des candidats à cette élection a été tué, selon les autorités locales. Les shebab, qui ont à plusieurs reprises mené ce type d'opérations à Mogadiscio, ont revendiqué dans un communiqué l'attaque contre les «officiels apatats de l'administration du Jubaland». Chassés de Mogadiscio en 2011, les shebab ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions. Mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicides, y compris dans la capitale, contre des objectifs gouvernementaux, sécuritaires ou civils. Affiliés à Al-Qaïda, ils ont juré la perte du gouvernement somalien, soutenu par la communauté internationale et par les 20 000 hommes de la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom). Le Syndicat somalien des journalistes (SJS) a annoncé dans un communiqué la mort dans cette attaque de deux journalistes, Mohamed Omar Sahal et Hodan Naleyeh. «C'est une nouvelle triste journée pour les journalistes somaliens», a déploré Abdalle Ahmed

Mumin, le secrétaire général du SJS. Selon le SJS, ils sont les deux premiers journalistes tués cette année en Somalie. Hodan Naleyeh, dont l'époux a également été tué, était récemment rentrée en Somalie après avoir longtemps vécu au Canada. De nationalité somalienne et canadienne, elle était reconnue dans la diaspora de son pays d'origine pour son travail en faveur de la paix et de l'unité de la Somalie sur les réseaux sociaux, où sa mort a provoqué une forte émotion. La mission des États-Unis en Somalie a «condamné» cette attaque et promis de continuer à œuvrer pour «le combat contre l'extrémisme violent en Somalie». L'Amisom a dénoncé dans les shebab un groupe doté d'intentions «criminelles, meurtrières et destructives», qui ne peut prétendre lutter pour la «bonne gouvernance» du pays. La région du Jubaland et Kismayo avaient été pendant quatre ans à partir de 2008 une place forte des shebab, qui tiraient de substantiels revenus du port. La ville avait été reprise en 2012 par des milices locales épaulées par les forces kényanes. Le port, situé à environ 500 km au sud-ouest de Mogadiscio, et la région du Jubaland alentours sont désormais dirigés par un gouvernement local affilié aux autorités fédérales somaliennes. Après avoir perdu le contrôle de Kismayo, les shebab ont continué à lancer des attaques contre l'armée somalienne et les forces de l'Amisom dans la région. Mais c'est la première fois qu'ils mènent une telle opération dans la ville. R. C.



Commentaire

Crédibilité

Par Fouzia Mahmoudi

Que cela soit dans les pays scandinaves, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne, le moindre début de scandale touchant un responsable politique entraîne assez rapidement sa démission de ses fonctions officielles. Cela est encore plus vrai pour ceux qui participent au gouvernement de leur pays. Cette façon de faire, similaire en Amérique du Nord, semble inconnue en France où les dirigeants politiques malgré les scandales et dérapages restent accrochés à leurs postes. Le plus récent exemple étant celui de François de Rugy, numéro deux du gouvernement, et qui fait la une de l'actualité française après les révélations sur son train de vie. Le ministre de l'Écologie s'est montré clair : «Je n'ai absolument pas de raison de démissionner». Au centre d'une polémique sur des dîners fastueux dans son ministère et des travaux, ainsi qu'un logement près de Nantes, il continue : «Je l'ai dit au Premier ministre qui ne me l'a absolument pas demandé». François de Rugy, reçu jeudi à Matignon, précise par ailleurs avoir reçu mercredi le «soutien» du président Emmanuel Macron. «Forcément, on peut penser à en fait tout abandonner» quand «on est attaqué matin, midi et soir», a-t-il ajouté. Mais «je ne le ferai pas, car je suis très en colère quand je lis un article qui prétend que j'occupe un logement social», s'est-il défendu, au bord des larmes. «Jamais de toute ma vie, je n'ai demandé un logement social. J'ai loué un logement suite à une séparation. Je n'ai jamais profité indûment d'un logement social», a-t-il fait valoir, se disant «victime d'une tricherie» de la part de son agence ou de son propriétaire. «Il y a une machine qui est lancée pour m'attaquer. [...] Il va encore y avoir d'autres attaques, forcément, puisque maintenant on est à inventer des choses», a déclaré le ministre. «Non, je ne lâcherai pas, je suis très en colère, je suis très en colère contre les mensonges», s'est défendu avec véhémence François de Rugy. Le ministre a dit qu'il «envisageait deux choses : qu'on demande une enquête sur l'agence immobilière» qui lui a loué un logement à Orvault près de Nantes, qui serait un «logement social préférentiel», selon le site d'information Mediapart, et «porter plainte pour dénonciation calomnieuse contre maintenant, dorénavant, tous les articles» comprenant des «mensonges». À propos de Mediapart, il s'est demandé si son «but est d'informer le public ou de mener en permanence des campagnes contre le gouvernement et ceux qui gouvernent», dénonçant «le fantasme des coupeurs de têtes». «Mediapart a soutenu les Gilets jaunes jusqu'au bout. [...] Les violences des Gilets jaunes, ils les justifiaient [...] donc on voit bien le but», a jugé le ministre. «On préfère m'attaquer en disant que ma femme c'est Marie-Antoinette. [...] Cet article (sur les dîners fastueux) depuis le début est fondé là-dessus.» Mais que les faits rapportés par Mediapart soient tout à fait vrais ou qu'ils soient incomplets n'empêchent pas que dans de nombreux pays voisins, ils aient été suffisants pour justifier la démission de Rugy dont la crédibilité est aujourd'hui lourdement entamée. Et le soutien de Macron n'arrange rien à l'affaire ne faisant au contraire que renforcer l'idée que les politiques en charge se soutiennent entre eux quoiqu'il arrive, malgré les dépassements de certains. F. M.

Turquie

Première livraison de missiles russes, Washington s'offusque

La Turquie a pris livraison vendredi d'une première cargaison de missiles russes S-400, faisant fi des avertissements de Washington où plusieurs membres du Congrès appellent à des sanctions alors que l'économie turque bat déjà de l'aile. La livraison de ce système de défense antiaérienne sophistiqué marque un pic dans le réchauffement des relations entre la Russie et la Turquie, qui a pris ses distances avec le camp occidental depuis un coup d'État manqué en juillet 2016 contre le président Recep Tayyip Erdogan. Ankara et Moscou avaient pourtant été au bord de la rupture en novembre 2015 lorsque des chasseurs turcs avaient abattu un bombardier russe au-dessus de la frontière syro-turque, avant de normaliser graduellement leurs relations pour coopérer notamment sur le dossier syrien. «La livraison de la première cargaison d'équipements du système de défense antiaérienne S-400 a commencé le 12 juillet à la base aérienne Murted à

Ankara», a indiqué le ministère turc de la Défense dans un communiqué. Appelée Akinci avant d'être rebaptisée Murted, la base en question est considérée comme le QG des officiers putschistes qui avaient tenté de renverser M. Erdogan. Le troisième anniversaire de ce putsch manqué sera célébré lundi. À Moscou, une porte-parole du Service fédéral pour la coopération militaire et technique, Maria Vorobieva, a confirmé à l'agence Interfax que «les systèmes S-400 ont commencé à être livrés à la Turquie». Selon une source citée par l'agence publique TASS, un autre avion avec d'autres éléments des S-400 doit décoller «prochainement» et une troisième livraison de plus de 120 missiles de différents types sera envoyée «à la fin de l'été» par voie maritime. Par ailleurs, une autre source a indiqué à TASS qu'une vingtaine de militaires turcs avaient été formés en mai et juin en Russie à l'utilisation des S-400, et 80 autres doivent l'être en juillet et en août. La Turquie avait

rejeté mercredi une énième mise en garde américaine concernant l'achat de ces missiles russes, appelant Washington à ne pas prendre de mesures susceptibles de «nuire aux relations» bilatérales. Les États-Unis estiment en effet que les systèmes russes ne sont pas compatibles avec les dispositifs de l'Otan, dont Ankara est membre. Un haut responsable de l'Otan, parlant sous couvert d'anonymat, a d'ailleurs affirmé que l'Organisation était «préoccupée». Washington juge qu'il existe un risque que les opérateurs russes qui formeront les militaires turcs aux S-400 puissent dans le même temps percer les secrets technologiques du nouvel avion furtif américain F-35, dont la Turquie veut aussi se doter. Plusieurs membres du Congrès américain, républicains comme démocrates, ont appelé à annuler les livraisons de F-35 à Ankara, et ont demandé des sanctions contre les responsables turcs impliqués dans l'accord avec la Russie.

Galerie Baya du Palais de la culture

Des artistes japonais exposent à Alger

■ Des œuvres d'artistes japonais qui ont incarné dans les années 1970 un mouvement artistique dans le monde de la photogravure sont exposées depuis jeudi à la galerie Baya du Palais de la culture Moufidi-Zakaria d'Alger. Intitulée «Gravures japonaises des années 70», cette exposition regroupe une cinquantaine de tableaux de quatorze artistes.

Par Abla Selles

Une cinquantaine d'œuvres d'artistes japonais, qui ont incarné dans les années 1970 un mouvement artistique dans le monde de la photogravure, sont exposées depuis jeudi à la galerie Baya du Palais de la culture Moufidi-Zakaria d'Alger. Cette exposition qui présente les œuvres de quatorze artistes japonais est intitulée «Gravures japonaises des années 70».

Les artistes participants ont contribué au développement d'un mouvement d'impression dans l'art contemporain nippon, marqué par l'émergence de nouvelles tendances d'impression photographique.

Subdivisée en deux sections, l'exposition met en exergue des photographies portant sur l'utilisation d'images dans le support d'impression.

Tetsuya Noda, Kosuke Kimura, Akira Matsumoto et Satoshi Sato figurent parmi les artistes qui ont marqué de leur empreinte cette tendance d'impression.

À la fin des années 60 et début 70, cette période a vu l'ap-



parition de nouvelles techniques telles que la sérigraphie et l'impression offset, permettant la transformation de l'image en un

matériau.

L'autre partie intitulée «Images de la matière autonome» met en avant des œuvres réalisées à

base de matériaux comme la pierre, le papier, le coton ou encore les tôles d'acier.

Jiro Takamatsu, Koji Enokura,

Tatsuo Kawaguchi et Shoichi Ida comptent parmi les artistes qui ont marqué ce mouvement artistique, «centré sur l'expression spirituelle à travers la matière pour réaliser des photographies d'une grande qualité matérielle», a expliqué Yuri Uchino, attachée culturelle à l'ambassade du Japon en Algérie.

D'illustres œuvres d'artistes japonais comme Tetsuya Noda, qui transforme les portraits de sa famille en impressions, sont exposées au public algérien.

L'exposition «Gravures japonaises des années 70» est visible jusqu'au 5 août prochain au Palais de la culture Moufidi-Zakaria. A. S.

«Vivez l'été avec l'Onci»

Des artistes de renom à l'affiche

Le coup d'envoi du programme d'animation estivale de l'année 2019, organisé par l'Office national de la culture et de l'information, a été donné avec un concert animé par trois artistes de renom, Massi, Salim Chaoui et Chaba Zahouania, devant un public relativement nombreux, venu apprécier différents genres du riche patrimoine musical algérien.

Accueillies au Casif-Sidi Fredj sous la thématique «Vivez l'été avec l'Onci», les trois prestations, qui ont coïncidé avec la qualification de la sélection algérienne de football en demi-finale de la Coupe d'Afrique des nations 2019, se sont déroulées dans des atmosphères festives, avec un public qui a tardé à s'installer sur les gradins de l'hémicycle, se présentant deux heures plus tard que prévu devant l'entrée, brandissant joyeusement l'emblème national, appuyé par des applaudissements et des youyous.

Premier à fouler la scène du théâtre en plain air, le chanteur Massi, d'expression kabyle, a présenté une dizaine de chansons extraites des quinze albums qu'il a jusque-là produits et qui ont fait son succès depuis ses débuts en 2004.

Muni d'un «Groovie Shaker», Salim Chaoui a ensuite fait son entrée avec une introduction a cappella d'un istikhbar renvoyant au cœur des Aurès, avant de trans-

mettre le tempo aux musiciens qui ont exécuté un rythme chaoui bien cadencé, incitant l'assistance à céder au déhanchement et envahir la piste de danse. Avec une voix puissante et travaillée, l'artiste, digne représentant de la chanson chaouïe, a rendu entre autres titres tirés des neuf albums qu'il a sortis depuis ses débuts en 2001, «Aichou, aichou», «Ain el kerma» (reprise du regretté Aissa El-Djermouni/1886-1946), «Entouma gh'rouz el hemma», «Ma aândich mennek aâchra», «Yomma» (poésie), «En'hab ellil», «Zawali we thel» et «Aâtouni el kehla nerfe-d'ha».

Du haut de ses «43 ans dans la chanson», comme elle aime à le rappeler, Chaba Zahouania a fait une entrée triomphale, sous les applaudissements et les youyous d'un public déjà chauffé, qui attendait la prestation de la diva de la chanson raï pour faire sa troisième escale, après s'être remarquablement fait transporter à travers l'adret et l'ubac des montagnes kabyles et chaouïes.

L'icône de la chanson oranaise, au charisme imposant, a enchanté les spectateurs avec quelques-uns de ses succès, dans une ambiance électrique où le plaisir de danser sous l'impulsion de la voix rauque, à l'empreinte indélébile de leur idole, était total.

Les pièces «Mat'saloulitch», «Goll'win rak torgod», «Wela la la, hala la la», «Ech'chfaâ»,

«El ahlawa kayna h'na» et «Yahiaou ouled bladi» (reprise d'El Hadj Rabah Deriassa), figurent parmi les chansons rendues par Chaba Zahouania, élégante dans sa robe noire à paillettes.

Dans la maîtrise technique et la virtuosité, les instrumentistes, Halim Belmes au clavier solo, Nadjim Fitas à la guitare, Adel Amrani à la basse, Yacine Bouchenine à la batterie, Adel Domaz à la derbouka et Samir Khessah à la percussion, formant l'Orchestre «Afra El Djazaïr», dirigé par Riad Messaoudène au piano, ont brillamment accompagné les artistes-vedettes.

Dans une ambiance de grands soirs, la scène du Casif était dotée d'un équipement technique pointu, avec, au fond, un écran réfléchissant les images en mouvements des trois chanteurs projetés en gros plan, et une structure métallique des plus modernes, aux charpentes érigées en colonnes et en arcs, sur lesquelles des projecteurs ambiants, multicolores et puissants étaient accrochés.

Outre la capitale, Alger, le programme estival de l'année 2019 «Vivez l'été avec l'Onci», prévu du 11 juillet au 31 août, s'étale également sur les villes de Tipaza, Oran et Constantine, avec des spectacles de musique et de rire, des projections cinématographiques, des animations pour enfants et des soirées DJ, plein rythme. L. B.

Le projet «Lire au café»

Des romans dans les cafés d'Alger

Le projet «Lire au café» se déroule actuellement au niveau d'Alger et s'étendra par la suite à d'autres villes. Il consiste à fournir les cafés de petites bibliothèques comportant des titres

indisponibles en Algérie. Une initiative qui entend initier, voire resserrer, le client de café à la lecture. En effet, «Lire au café» mettra à disposition des titres – uniquement littéraires – aux visiteurs qui

pourront en disposer à leur guise. Pour l'instant, «Lire au café» se limite à la ville d'Alger, mais l'organisation ne cache pas son ambition d'étendre cette entreprise à d'autres villes algériennes. Parmi

les titres proposés, on peut déjà entrevoir du Maalouf, du Shafak, du Sebbar ou encore du Sansal. Vous pouvez d'ores et déjà en profiter au café «Les copains d'abord» (Télémyly).

AGEND'ART

Galerie d'art de l'Hôtel Sofitel (El Hamma, Alger)

Jusqu'au 18 juillet :

Exposition de peinture

«Réminiscences» de l'artiste

Fadila Lebjouai.

Palais des Rais (Bastion 23)

Jusqu'au 20 juillet :

Exposition autour du patrimoine de la ville de Tlemcen

Musée public national d'art moderne et contemporain d'Alger

Jusqu'au 31 juillet :

Le MaMa, le Goethe Institut d'Alger et Habibi Funk présentent l'expo «Planète Malek. Une rétrospective», en hommage au compositeur Ahmed Malek.

Musée d'art moderne d'Oran

Jusqu'au 31 août :

Exposition de l'artiste Rahim

Sadek.



Demi-finale de la CAN 2019/Algérie-Nigeria à 20h

Les Verts lorgnent la finale

■ L'équipe nationale de football disputera ce soir à 20h les demi-finales de la Coupe d'Afrique des Nations, au Caire face au Nigeria, avec l'espoir de décrocher le billet pour la finale du tournoi africain.

Par Mahfoud M.



Les Verts rêvent de la finale

Atal forfait, Feghouli blessé au mollet

Le défenseur international algérien Youcef Atal, victime d'une fracture de la clavicule, est officiellement forfait pour la suite de la CAN-2019 de football en Egypte (21 juin-19 juillet), a appris l'APS vendredi auprès de la Fédération algérienne (FAF). Un véritable coup dur pour le sélectionneur national Djamel Belmadi, à 48 heures de la demi-finale face au Nigeria, dimanche au stade international du Caire (20h00, algérienne). Le latéral droit de l'OGC Nice (France) s'est blessé jeudi en quarts de finale face aux Ivoiriens (1-1, aux t.a.b : 4-3) suite à un duel avec un défenseur adverse. Il a cédé sa place à la 30^e minute de jeu à Mehdi Zeffane. Titulaire indiscutable dans cette 32^e édition, Atal devra observer un

repos pendant quatre semaines, mais ne sera pas opéré. Transféré à l'hôpital hier soir et ce matin, il va rester avec le groupe jusqu'à la fin du parcours, précise la même source. D'autre part, rien de méchant pour le milieu offensif Sofiane Feghouli, touché au mollet face à la Côte d'Ivoire. Il a été remplacé par l'attaquant Andy Delort peu avant la fin de la prolongation. Selon la même source, le joueur de Galatasaray «sera bel et bien présent» dimanche face au Nigeria. L'équipe nationale a effectué vendredi en fin d'après-midi une séance d'entraînement au stade Petrosport du Caire, avec un groupe réduit composé de joueurs remplaçants la veille face à la Côte d'Ivoire. Les titulaires sont restés à l'hôtel

pour une séance de récupération. Dix joueurs dont un gardien de but, en l'occurrence Azzedine Doukha, se sont entraînés sous la conduite du coach national Djamel Belmadi. Il s'agit de Rafik Halliche, Adam Ounas, Andy Delort, Mehdi Abeid, Mehdi Tahrat, Yacine Brahimi, Mohamed Farès, Islam Slimani, Hicham Boudaoui. Le gardien de but Alexandre Oukidja, souffrant du dos, a effectué le déplacement au stade mais ne s'est pas entraîné avec le groupe. Peu avant le début de cette séance, les journalistes algériens présents au stade ont réservé une haie d'honneur aux joueurs, au lendemain de la qualification pour le dernier carré. Les Verts effectueront leur ultime séance samedi (hier) au

stade Petrosport à partir de 18h00 (locales), un galop qui sera précédé le matin par la traditionnelle conférence de presse d'avant-match au stade international du Caire.

est du reste de l'équipe, la composition ne devrait pas changer étant donné que tous les joueurs seront au rendez-vous. Il faudra jouer l'offensive à outrance dès les premières minutes de ce match, surtout que ce ne sera pas facile face aux Green Eagles du Nigeria qui comptent, de leur côté, confirmer leur retour en force sur la scène africaine. Les poulains de l'Allemand Rohr feront tout ce qui est de leur possible pour déjouer les pronostics qui donnent l'Algérie favorite. Dans l'autre demi-finale qui se jouera plus tôt, le Sénégal donnera la réplique à la Tunisie dans une rencontre équilibrée. Les Lions de la Térénoua et les Aigles de Carthage sont décidés à se donner à fond pour décrocher le billet pour la finale.

M. M.

Nigeria Musa, Ighalo et Awaziem devront jouer

Le trio nigérien Ahmed Musa, Odion Ighalo et Chidozie Awaziem est opérationnel pour la demi-finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2019 contre l'Algérie, prévue aujourd'hui à 20h00 au stade international du Caire, rapporte la presse locale, citant la Fédération

nigérienne de football (NFA). «*Tout le monde est prêt pour le match contre l'Algérie*», a déclaré à Completesports.com, le responsable des médias de l'équipe des Super Eagles. Les trois joueurs avaient été touché lors du quarts de finale contre l'Afrique du Sud (2-1) disputé mercredi au Caire. Selon la même source, Musa, Ighalo et Awaziem ont reçu le feu vert pour s'entraîner avec le reste du groupe et seront de la partie ce soir face à l'Algérie.

«*Nous prions pour ne pas avoir de problèmes lors de la dernière séance d'entraînement samedi, sinon tout le monde est en forme et OK pour le match*». Le Nigeria s'est qualifié pour la demi-finale en battant l'Afrique du Sud 2-1, tandis que l'Algérie a sorti la Côte d'Ivoire (1-1, 4-3 aux tab). L'autre demi-finale mettra aux prises le Sénégal à la Tunisie.

Selon des journalistes africains

L'Algérie pourrait décrocher le titre

Des journalistes africains ont salué ce vendredi la qualification de l'équipe nationale de football pour les demi-finales de la CAN-2019 en Egypte (21 juin à 19 juillet), estimant que les Verts étaient capables de remporter la trophée de cette 32^e édition. «*C'est une grande satisfaction de voir cette équipe algérienne arriver à ce stade de la compétition, on espérant qu'elle remporte pourquoi pas le trophée*», a déclaré à l'APS le vice-président de l'Association internationale de la presse sportive (AIPS) Afrique, le Marocain Mourad Moutouakil. Au bout d'un match tendu et très disputé, l'Algérie s'est qualifiée jeudi soir pour le dernier carré de la CAN-2019, en éliminant la Côte d'Ivoire (1-1, aux t.a.b : 4-3) au stade de Suez. Les Verts affronteront en demi-finale le Nigeria, aujourd'hui au stade international du Caire (20h00, algérienne). «*Jusqu'à maintenant, nous avons vu une équipe d'Algérie garder le même rythme, développer un jeu plaisant. Les délais sont très courts entre les quarts et les demies. Le staff technique doit trouver les*

mots justes pour remobiliser sa troupe et régénérer le groupe sur le plan physique, d'autant qu'elle a livré un match intense face à la Côte d'Ivoire. Les joueurs doivent garder les pieds sur terre et éviter de s'enflammer. Face au Nigeria, j'espère que l'Algérie va avoir le flair et savoir comment passer cet écueil. Je vois bien l'Algérie affronter le Sénégal en finale, et mon cœur sera bien évidemment côté algérien», a-t-il ajouté. Le journaliste soudanais du journal sportif «*Al-Djaouhara Al-Riyadhia*», Aissem Mohamed Ali, abonde dans le même sens, estimant que l'Algérie a les moyens d'aller jusqu'au bout de son objectif. «*Au vu de ce que cette équipe algérienne a démontré jusque-là, je pense qu'elle partira favorite pour remporter le trophée. Face à la Côte d'Ivoire, l'Algérie aurait pu sceller le sort du match dans le temps réglementaire, mais elle a dû attendre la séance des tirs au but pour se qualifier. Cela doit lui servir de leçon. Le sélectionneur Djamel Belmadi reste l'un des atouts de cette équipe, avec son expérience et son métier.*

L'Algérie a affiché de bonnes dispositions dans cette CAN, le trophée ne peut lui échapper». Le journaliste béninois Sohounde Felix, qui sera honoré par l'AIPS, au même titre que d'autres confrères ayant été présents à plus de dix CAN, n'a pas tari d'éloges sur l'équipe nationale. «*Nous avons vu une équipe algérienne très en verve. Les joueurs étaient hier un peu partout sur le terrain avec un esprit combatif, pour finalement l'emporter. C'est en quelque sorte la marque des grandes équipes. Le match a été dur, mais le staff technique algérien a trouvé les ingrédients nécessaires pour mener l'équipe à la victoire. L'Algérie est aujourd'hui parmi les quatre plus grandes nations du continent, je tire chapeau à cette équipe*». Journaliste au sein du quotidien béninois le «*Confrère de la Matinée*», Sohounde Felix voit l'Algérie animer la finale du 19 juillet. «*Je vois l'Algérie en finale. J'espère qu'elle ne va pas décevoir. Si l'équipe retrouve son allant face à son adversaire d'il y a quelques jours, elle pourra faire très mal et monter sur la*

plus haute marche du podium. Je pense que les garçons ont la foi, la volonté, ils sont en train de jouer un football champagne et vont prouver que l'Algérie est un pays de football». Enfin, Gouda Abouelnour, journaliste égyptien au service des sports du journal «*Al-Ahram*», s'est dit «*agréablement surpris*» par le niveau de l'équipe nationale, estimant que les Verts sont capables de remporter cette CAN.

Tunisie- Sénégal 700 supporters se déplaceront au Caire

Quatre avions vont transporter environ 700 supporters tunisiens. Deux ont pris le départ hier et deux aujourd'hui, pour assister à la demi-finale de la CAN 2019 en Egypte qui opposera la Tunisie au Sénégal au stade 30-Juin au Caire, a annoncé le directeur général de la compagnie aérienne tunisienne, Elyes Mankbi, jeudi soir. La sélection tunisienne de football s'est qualifiée en demi-finale de

la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2019) en s'imposant face à son homologue malgache 3 à 0 (mi-temps: 0-0), jeudi soir au Caire. Les trois buts de la qualification des Aigles de Carthage ont été inscrits par Ferjani Sassi (52), Youssef Msakni (60) et Naim Sliti (90+3). Le Sénégal a éliminé de son côté le Bénin (1-0). Dans l'autre demi-finale, l'Algérie sera opposée au Nigeria.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

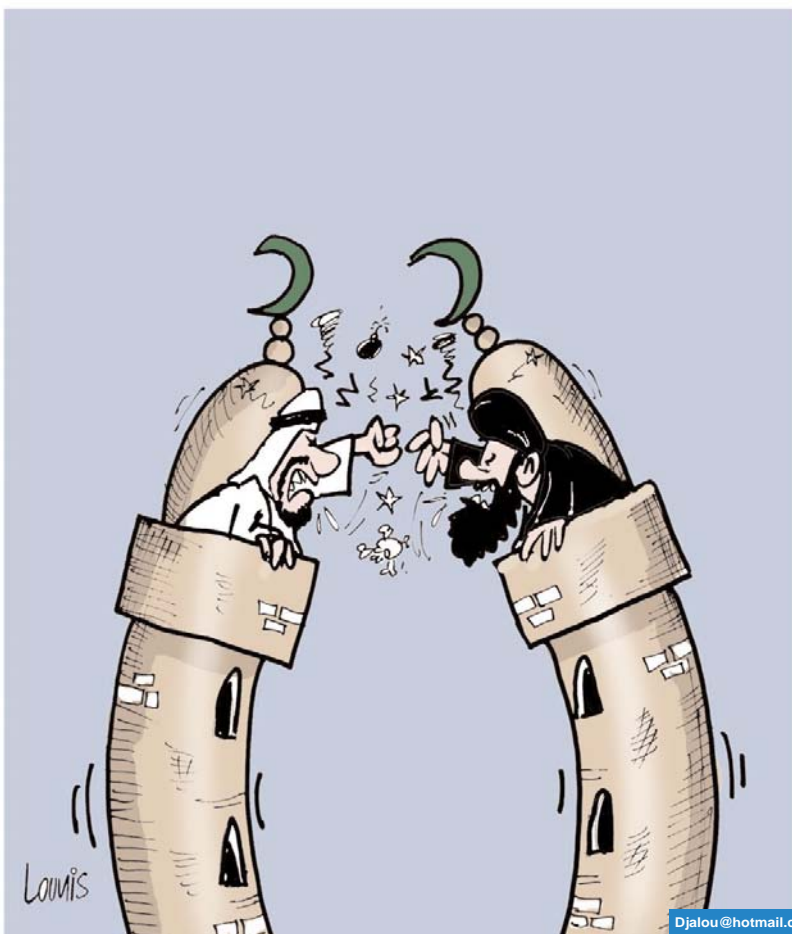
Port d'Alger

Plus de 1 000 comprimés psychotropes saisis

PLUS d'un millier de comprimés psychotropes, ont été saisis, par les Douanes algériennes, jeudi dernier au port d'Alger, a appris l'APS, samedi, auprès de ces services. Les éléments de l'inspection principale de contrôle des voyageurs ont procédé, jeudi dernier au port d'Alger, à la saisie de 1 313 comprimés psychotropes qui étaient soigneusement dissimulés à l'intérieur d'un véhicule touristique en provenance de Marseille à bord du navire «ILYROS» relevant de l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV), a précisé la Direction régionale des Douanes (port d'Alger). A rappeler que 51 982 comprimés et capsules de psychotropes, avaient été saisis par les services des Douanes, durant les quatre premiers mois de 2019, contre 36 316 unités durant la même période de 2018, soit une hausse de plus de 43%. Au total, 74 personnes ont été interpellées au titre de ces saisies, dont des femmes et des étrangers, notamment de nationalités afri-

caines. L'âge des mis en cause varie entre 21 et 79 ans. Selon la DGD, une forte augmentation des saisies de substances psychotropes a été enregistrée depuis 2018 et s'est accentuée au cours des premiers mois de 2019. Sur les 211 affaires traitées par les Douanes algériennes depuis 2017, 157 avaient porté sur des substances psychotropes. Les quantités saisies sont passées de 54 332 comprimés en 2017 à 123 250 comprimés en 2018, soit une hausse de près de 127%. La DGD avait expliqué que depuis le début de l'année en cours et contrairement à un passé récent où les substances psychotropes provenaient notamment d'Europe et plus particulièrement de France, les saisies opérées ont connu une expansion, provenant ainsi de plusieurs régions. Les saisies se font actuellement au niveau de plusieurs ports et aéroports du pays, notamment ceux de l'ouest du pays comme c'est le cas d'Oran, Ghazaouet et Tlemcen. **Ali F.**

TENSIONS ENTRE L'IRAN ET L'ARABE SAOUDITE



Djalou@hotmail.com

Le village Sahel (Bouzeuguène) met les bouchées doubles

Tout pour accueillir le festival «Raconte-Arts»

■ Le village Sahel dans la commune de Bouzeuguène (60 km à l'est de Tizi Ouzou) se prépare à accueillir la 16^e édition du festival «Raconte Arts» du 19 au 26 juillet courant.

Par Hamid Messir

Les villageois ont mis les bouchées doubles pour le rendez-vous par les opérations de nettoyage, de réfection et de des sites retenus pour abriter les activités de ce festival. Les habitants ont réalisé 13 pénétrantes vers le village afin de permettre aux visiteurs d'accéder facilement d'autant plus que ce rendez-vous culturel annuel connaît un fort engouement d'une édition à l'autre. Les travaux ont été entamés depuis plus de deux mois et ont vu l'adhésion du village qui compte quelque 3 000 habitants permanents en plus du millier d'émi-

grés qui arrivent pendant l'été. Les comités des autres villages, au nombre d'une cinquantaine, ont été associés pour réussir l'événement notamment pour mobiliser plus de places d'hébergement au niveau des maisons des villages. Les municipalités voisines seront également sollicitées pour mettre à la disposition du festival des moyens comme le transport. Les femmes de Sahel se sont impliquées dans ces préparatifs et comptent apporter leur contribution pour relever le défi de cette réussite fixée comme objectif. Côté programme de cette édition du «Raconte-Arts», les organisateurs ont tenu comp-

te du contexte révolutionnaire que connaît l'Algérie depuis le 22 février. Deux thèmes ont été retenus, à savoir, l'environnement et la lutte des femmes pour les libertés. Le festival accueillera des animateurs du mouvement populaire du 22 février. L'écrivain Kateb Yacine aura droit à un bel hommage à l'occasion de ce festival pour le 30^e anniversaire de sa disparition. Amazigh Kateb, fils de l'écrivain, pourrait animer une soirée durant ce festival. De nombreux auteurs nationaux et étrangers seront conviés aux côtés des artistes de divers horizons.

H. M.

Pour transporter les supporters des Verts

Six avions militaires affrétés

ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Suite à la qualification méritée de l'équipe nationale de football aux demi-finales de la Coupe d'Afrique des nations, le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire a pris la décision, en coordination avec le Premier ministre, de mettre à disposition six avions de transport

militaire, au profit de 600 supporters algériens pour soutenir et encourager les joueurs de l'équipe nationale et les motiver pour remporter ce trophée continental important», précise la même source. «L'Armée nationale populaire, partant des liens solides et éternels qui l'attachent au peuple et afin de satisfaire le souhait d'une

grande partie des jeunes pour assister à ce match historique, a tenu à être au rendez-vous, comme à son accoutumée, aux côtés de ses compatriotes, pour être à la hauteur du parcours exceptionnel de l'équipe nationale de football depuis le début de cet événement continental majeur», ajoute le communiqué du MDN. **Rahim S.**

Constantine/Ali-Mendjeli

Collecte en une journée de plus de 1 600 tonnes de déchets

UNE QUANTITÉ de 1 640 tonnes de déchets inertes et ménagers a été collectée dans le cadre d'une action de nettoyage réalisée samedi à l'initiative de voisinage (UV) 20 plus exactement à la zone d'extension Ouest de la ville Ali-Mendjeli relevant de la commune d'El Khroub, (Constantine), a indiqué le directeur de la société d'aménagement des villes d'Ali-Mendjeli et d'Ain Nehas. L'opération qui a ciblé de grands sites de la zone d'extension Ouest de l'UV 20, est inscrite dans le cadre d'une vaste opération d'assainissement organisée chaque samedi à travers la wilaya, depuis le mois de septembre 2017, en vue de préserver la santé publique, a précisé à l'APS, Farid Hayoul, soulignant que la quantité collectée est constituée de 40 tonnes d'ordures ménagères, de 960 tonnes de déchets inertes enregistrées au premier site et 640 autres recensés au second site. L'opération, selon la même source, a mobilisé plus de 210 agents de nettoyage, 48 engins dont 45 camions de transport, 8 chargeurs, 4 tracteurs et 2 camions pour la maintenance de l'éclairage public. La quantité de déchets collectée représente notamment des restes des chantiers de construction des logements récemment réceptionnés en plus des ordures ménagères, a enco-

re souligné M. Hayoul. La campagne de nettoyage qui avait touché la majorité des UV de la même ville avait porté sur l'entretien des avoires, la maintenance de l'éclairage public, l'élagage des arbres et la préservation du couvert végétal ainsi que le goudronnage des routes, a détaillé la même source. Des entreprises publiques et des directions de l'exécutif dont celles de l'environnement et des travaux publics ainsi que l'office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) et de nombreux citoyens et des associations versées dans la protection de l'environnement ont pris part à cette campagne, a-t-on signalé. Des citoyens ayant participé à cette action ont exprimé leur satisfaction quant à l'organisation de cette initiative qui vise la promotion de leur cadre de vie. **Maya G.**

Six avions de transport militaire sont mis, à l'initiative du Haut Commandement de l'Armée nationale populaire (ANP), à la disposition des supporters algériens désirant se rendre au Caire (Egypte) pour soutenir l'équipe nationale de football, qualifiée aux demi-finales de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), indique samedi le